



La composition du revenu aide à comprendre l'évolution du taux d'épargne des ménages en France

La hausse du taux d'épargne des ménages depuis fin 2018 et plus globalement ses mouvements importants depuis dix ans invitent à revisiter ses déterminants macroéconomiques. Cet article propose une modélisation de la consommation des ménages et donc du taux d'épargne faisant intervenir le poids dans le revenu de certaines de ses composantes. Cette modélisation traduit l'idée que les changements de la composition du revenu agrégé sont liés notamment à des modifications de la répartition du revenu entre ménages ayant des propensions marginales à consommer hétérogènes. L'approche retenue permet de mieux expliquer les mouvements récents du taux d'épargne, en particulier sa baisse depuis 2012 puis sa hausse récente, avec un rôle particulier pour les revenus financiers et les prélèvements obligatoires sur les ménages.

Jean-François OUVRARD et Camille THUBIN
Direction de la Conjoncture et des Prévisions macroéconomiques
Service d'Études macroéconomiques et de Prévisions

Codes JEL
E21, E27

Cet article présente le résultat de travaux de recherche menés à la Banque de France. Les idées exposées dans ce document reflètent l'opinion personnelle de leurs auteurs et n'expriment pas nécessairement la position de la Banque de France. Les éventuelles erreurs ou omissions sont de la responsabilité des auteurs.

14,6 %

le taux d'épargne moyen des ménages sur 2000-2018

+ 1 point

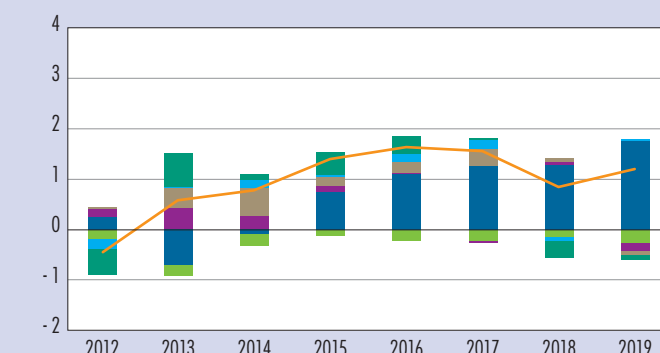
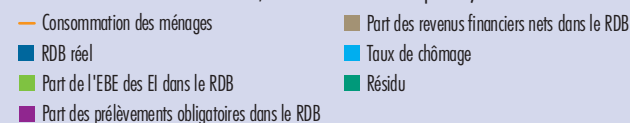
la variation du taux d'épargne entre 2017 et 2019

- 1 point de revenu disponible brut (RDB)

la variation du poids des prélèvements obligatoires dans le revenu des ménages entre 2017 et 2019

Contributions dynamiques à la consommation des ménages

(taux de croissance annuel en % ; contributions en point)



Note : RDB, revenu disponible brut ; EBE, excédent brut d'exploitation ; EI, entrepreneurs individuels.

Source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ; calculs des auteurs.



Le taux d'épargne des ménages a connu un pic à 16,1 % en 2009 puis il est tombé à 13,8 % en 2017. Il remonte depuis rapidement avec un dernier point connu à 14,8 % au troisième trimestre 2019. Comment comprendre ces mouvements ? En particulier, la remontée du taux d'épargne depuis fin 2018, dans un contexte de gains soutenus de pouvoir d'achat, est-elle durable ? Nous proposons dans cet article une analyse de ces mouvements, avec un accent porté sur la structure du revenu disponible brut des ménages. Les résultats présentés dans cet article sont une composante importante du diagnostic macroéconomique sous-jacent aux prévisions de la Banque de France depuis décembre 2017 ¹.

1 Au niveau macroéconomique, le taux d'épargne des ménages varie dans le temps

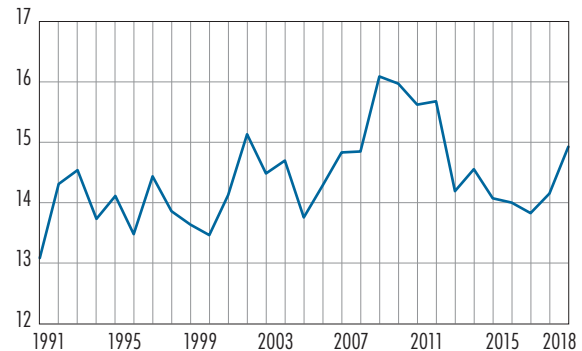
Le taux d'épargne des ménages peut varier significativement dans le temps. Partant d'un niveau supérieur à 17 % du revenu disponible à la fin des années 1970, il a fortement baissé jusqu'au milieu des années 1980 (11,1 % en 1987) puis il s'est redressé à la fin de la décennie 1980. Depuis 1991 ², période sur laquelle on se concentre dans cette étude, le taux d'épargne connaît des mouvements de moindre ampleur, dans une fourchette entre 13 et 16 % environ, mais il n'est pas pour autant stationnaire : il a connu une croissance tendancielle jusqu'en 2008, puis des mouvements importants depuis.

Au sens des comptes nationaux, l'épargne des ménages est ce qui reste de leur revenu disponible brut après les dépenses de consommation. Pour un niveau de revenu donné, s'intéresser au taux d'épargne est donc la même chose que s'intéresser à la consommation des ménages. Cet article s'inscrit ainsi dans une longue tradition des études macroéconomiques sur la consommation des ménages sur données françaises, dans la suite notamment de Bonnet et Dubois (1995), et Sicsic et Villetelle (1995).

L'ensemble de ces travaux fait jouer un rôle central au revenu disponible brut des ménages, ou à son anticipation, comme ancre de long terme des dépenses de consommation. Le principe des équations de consommation

G1 Taux d'épargne des ménages depuis 1991

(en % du revenu disponible brut)



Source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

macroéconomiques est ainsi généralement de déterminer une cible de long terme vers laquelle, passé les effets des chocs de court terme, le taux d'épargne tendrait à converger. La détermination de cette cible est toutefois complexe. Le graphique 1 montre, qu'entre le début des années 1990 et la crise de 2008, le taux d'épargne des ménages a tendu à croître tendancielle. Une simple référence à la moyenne historique risque donc de poser problème et c'est l'enjeu de cet article d'essayer de dégager des facteurs macroéconomiques de long terme de la consommation et de l'épargne des ménages.

2 De nombreux facteurs macroéconomiques peuvent affecter la consommation et l'épargne des ménages

Au-delà du lien fondamental entre consommation et revenu, la littérature examine ainsi d'autres facteurs pouvant affecter la consommation et l'épargne des ménages à court ou à long terme.

Un certain nombre d'études mettent en évidence un comportement « d'épargne de précaution » qui conduirait les ménages à accentuer ou réduire leur effort d'épargne dans certaines circonstances. Ceci peut être capté au niveau macroéconomique par le chômage ou ses variations (Faubert et Olivella Moppett, 2015) ou par les enquêtes auprès des ménages (Faure *et al.*, 2012). Dans la même veine, Bardaji *et al.* (2014) suggèrent l'existence « d'effets ricardiens », c'est-à-dire un ajustement du

1 Cf. notamment les encadrés présentant des premiers résultats analogues à ceux détaillés dans la suite de ce Bulletin, dans Banque de France (2018 ; 2019).

2 Cf. par exemple Bonnet et Dubois (1995), et Sicsic et Villetelle (1995) pour une analyse des mouvements dans les années 1980.



comportement des ménages à l'évolution du solde public, en anticipation de hausses ou de baisses futures des prélèvements obligatoires ou des transferts. L'inflation peut également être considérée comme déterminant autonome de la consommation des ménages (Bardaji *et al.*, 2014).

Certains travaux mettent plutôt l'accent sur les facteurs financiers. Les taux d'intérêt (nominaux ou réels) peuvent en théorie avoir des impacts de sens opposé sur la consommation avec un effet « substitution » et un effet « revenu » (Bonnet et Dubois, 1995 ; Faure *et al.*, 2012) : des taux d'intérêt plus élevés incitent à moins consommer aujourd'hui si l'épargne est mieux rémunérée, mais ils génèrent également un surcroît de revenu qui permet de financer un surcroît de dépenses. Les flux de crédits apparaissent dans d'autres études comme un facteur explicatif significatif de l'évolution de la consommation des ménages (Sicsic et Villetelle, 1995 ; Bardaji *et al.* 2014 ; Faubert et Olivella Moppett, 2015).

La littérature empirique conclut en général à des effets de richesse limités en France au niveau macroéconomique. Slacalek (2009) estime ainsi pour la France une propension marginale à consommer des ménages non significativement différente de zéro pour leur richesse immobilière et de moins de trois centimes pour un dollar d'accroissement de leur richesse financière, parmi les plus faibles dans un large groupe de pays développés. Toutefois, ces estimations sur données agrégées ne tiennent pas compte des différences de revenus entre ménages et de la diversité de la composition des patrimoines. Ainsi, Arrondel, Lamarche et Savignac (2015) mettent en évidence, sur données individuelles, des effets de richesse hétérogènes avec une propension marginale à consommer la richesse qui serait décroissante le long de la distribution du patrimoine.

Les équations de consommation des principaux modèles semi-structurels sur la France s'appuient sur les déterminants que nous venons d'énumérer. Ainsi, dans le modèle Mésange de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) et de la direction générale du Trésor (Bardaji *et al.*, 2017), la consommation des ménages est modélisée à long terme avec un taux d'épargne constant estimé sur 1999-2014.

À court terme, la variation du taux de chômage et celle des taux courts affectent la consommation des ménages. Dans le nouveau modèle de prévision de la Banque de France, FR-BDF (Lemoine *et al.*, 2019), la consommation des ménages est déterminée à long terme par l'anticipation du revenu, construite dans un modèle autorégressif annexe, et les taux d'intérêt réels.

3 Quel rôle pour la déformation importante de la structure du revenu disponible brut des ménages depuis 2008 ?

Dans cet article, nous examinons un argument supplémentaire avec la structure du revenu agrégé des ménages qui renvoie à leur hétérogénéité.

Bonnet et Poncet (2004) s'intéressent ainsi aux effets de structure liés aux différents types de revenus en faveur desquels ils avancent certains arguments théoriques. Le modèle de cycle de vie conduit ainsi à des propensions marginales à consommer différentes en fonction de l'âge, lesquelles se conjuguent avec des distributions de revenus qui dépendent elles aussi de l'âge. Empiriquement, Bonnet et Poncet (2004) estiment que les effets de structure du revenu sont « dominants » et l'emportent sur d'autres facteurs. Ils concluent à une propension marginale à consommer qui serait plus élevée pour la masse salariale, les prestations sociales et les revenus des entrepreneurs individuels (excédent brut d'exploitation [EBE] des EI), par rapport aux autres formes de revenus.

Beatriz, Billot et Laboureau (2019) montrent par ailleurs que les différentes composantes du revenu pèsent de façon très hétérogène selon les catégories de niveau de vie des ménages (cf. tableau). Par exemple, les salaires nets ne représentent que 36 % du revenu du premier quintile, contre 64 % des revenus du quatrième quintile. Le revenu du premier quintile est majoritairement constitué de prestations sociales, mais celles-ci pèsent aussi significativement dans le revenu des quintiles élevés. À l'inverse, les revenus financiers nets sont significatifs essentiellement dans le dernier quintile et le poids des prélèvements obligatoires est nettement croissant avec les quintiles de revenus.



Structure du revenu disponible brut des ménages par quintile de niveau de vie

(en point de revenu disponible brut)

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Ensemble des ménages
EBE des EI	10	7	4	3	9	7
EBE des ménages purs	8	11	15	16	16	14
Salaires nets des cotisations des salariés	36	49	57	64	54	54
Prestations sociales	53	43	36	30	26	33
Revenus financiers nets	0	0	0	2	14	6
Autres transferts	-3	-2	-1	-1	2	0
Impôts	-5	-9	-11	-14	-20	-15

Note de lecture : 36% du revenu disponible brut des ménages du premier quintile (Q1) est constitué de salaires nets des cotisations des salariés.

Note : EBE, excédent brut d'exploitation ; EI, entrepreneurs individuels.

Source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ; Beatriz, Billot et Laboureau (2019).

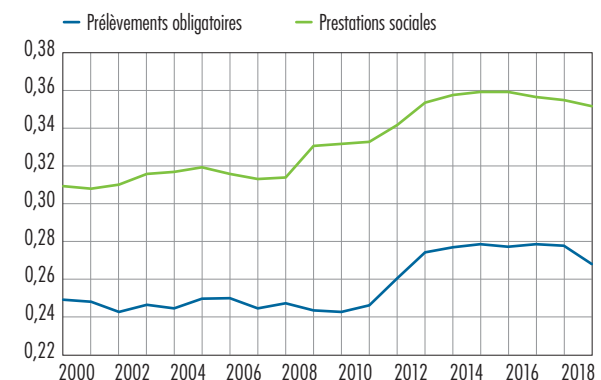
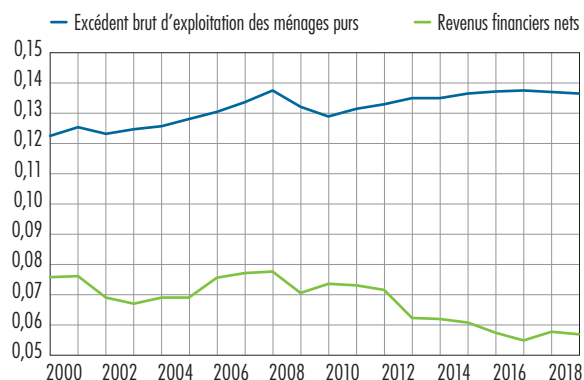
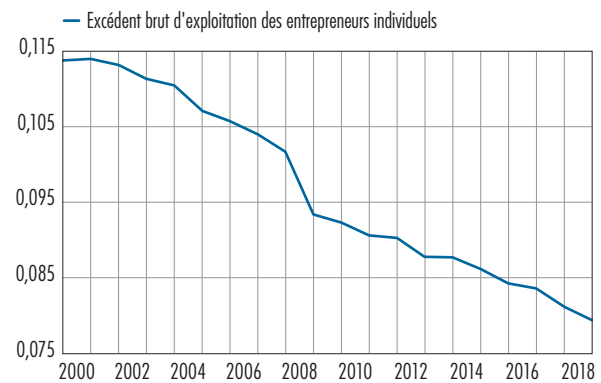
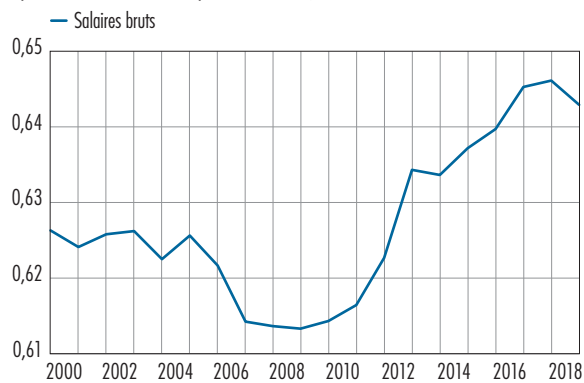
Accardo, Billot et Buron (2017) montrent par ailleurs en s'appuyant sur les données de comptabilité nationale que les fortes hausses d'impôts en 2012 ont affecté les ménages aux revenus les plus élevés et que ceux-ci ont réagi en réduisant leur épargne plutôt que leur consommation. Ces observations, combinées au fait que le taux d'épargne varie fortement le long de la distribution de revenus (Beatriz, Billot et Laboureau, 2019), suggèrent de s'intéresser à la structure du revenu agrégé des ménages comme facteur explicatif global de la consommation des

ménages. Cette structure pourrait en effet permettre de capturer certains effets de l'hétérogénéité des niveaux de revenus au sein des ménages.

De fait l'analyse des données de la comptabilité nationale montre que la structure du revenu disponible brut des ménages, après prélèvements, s'est déformée depuis 2008 (cf. graphique 2). Le poids des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales des salariés) était relativement stable autour de 25%

G2 Structure du revenu disponible brut des ménages

(en point de revenu disponible brut)



Source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).



dans la décennie 2000 et il s'est accru à partir de 2012 pour atteindre 28 % en 2018. Dans le même temps, le poids des salaires bruts (61 % en 2008 et 64 % en 2018) et des prestations sociales (31 % en 2008 et 35 % en 2018) s'est accru. Ce poids plus élevé des salaires et de prestations résulte d'ailleurs en partie de la hausse des prélèvements qui réduit le revenu disponible.

En revanche, le poids des revenus financiers nets³ s'est plutôt réduit, passant de 8 % en 2008 à 6 % en 2018, et le poids de l'EBE des entrepreneurs individuels a poursuivi sur sa tendance à la baisse observée depuis 1990⁴.

4 Une modélisation de la consommation des ménages faisant intervenir la structure du revenu agrégé

Il est possible de capter ces effets de structure en introduisant dans une équation macroéconométrique les parts de chaque source de revenu (salaires, revenus financiers, prélèvements obligatoires, etc.) dans le revenu agrégé des ménages.

Une équation de consommation faisant intervenir le poids des prélèvements obligatoires et celui de l'EBE des entrepreneurs individuels dans le revenu

Dans un premier temps, nous partons d'une équation simple à correction d'erreur avec les variables suivantes : i) le revenu disponible brut (RDB) des ménages déflaté par les prix à la consommation (RDB réel ou pouvoir d'achat), qui détermine avec une élasticité unitaire les dépenses de consommation à long terme ; ii) le taux de chômage, dont la variation peut être liée à court terme à des mouvements d'épargne de précaution ; et iii) des variables mesurant certains événements ponctuels tels que les dispositifs de « prime à la casse » et qui permettent d'améliorer la part de la variance expliquée par l'équation.

Dans un second temps, nous introduisons les effets de structure du revenu en suivant une approche méthodique. Celle-ci consiste à tester tout d'abord les parts de chaque

composante du revenu séparément, puis à regrouper ces composantes dans les agrégats qui paraissent *a priori* les plus pertinents⁵. Nous retenons ainsi un ensemble de spécifications où tous les coefficients associés aux parts ressortent significativement. Dans cet ensemble, nous retenons enfin l'équation qui présente le meilleur pouvoir explicatif sur longue période et qui parvient le mieux à saisir les évolutions du taux d'épargne et notamment le profil « en cloche » observé entre 2009 et 2013.

Cette équation de la consommation des ménages retient comme variable explicative dans le long terme le revenu disponible hors revenus financiers nets ($Rdbr_{hd4}$ dans l'équation ci-dessous) avec une indexation unitaire ainsi que deux termes capturant des effets de structure du revenu : la part des prélèvements obligatoires ($poids_{po}$) et celle de l'EBE des entrepreneurs individuels (EI) dans le RDB des ménages hors revenus financiers nets ($poids_{ebe}$). L'équation inclut également des déterminants de court terme : RDB réel total ($Rdbr$), variation du taux de chômage ($\Delta Txcho$), ainsi que des indicatrices marquant les événements exceptionnels ($DUMMIES$) :

$$\begin{aligned} \Delta \ln Conso = & -0,07 + 0,11 \Delta \ln Rdbr \\ & \quad \quad \quad (-3,6) \quad \quad (1,7) \\ & - 0,54\% \Delta Txcho + DUMMIES \\ & \quad \quad \quad (-3,1) \\ & - 0,25 (\ln Conso_{-1} - \ln Rdbr_{hd4-1}) \\ & \quad \quad \quad (-5,3) \\ & - 0,3 \text{ poids}_{po-1} - 1,2 \text{ poids}_{ebe-1} \\ & R^2 \text{ ajusté} = 60,0\% \end{aligned}$$

La part des prélèvements obligatoires ($poids_{po}$ dans l'équation) est associée à un coefficient relativement faible. Ceci suggère qu'une baisse du poids des impôts induit une hausse du taux d'épargne ou, autrement dit, qu'une baisse du niveau des prélèvements obligatoires entraîne une hausse moins que proportionnelle du niveau de la consommation. À l'inverse, le coefficient élevé associé à la part de l'EBE des EI suggère qu'une hausse de cette part entraîne une diminution du taux d'épargne. Ce dernier résultat, présent aussi dans Bonnet

³ Revenus financiers nets = intérêts nets reçus + dividendes + autres revenus nets (revenus distribués aux assurés, loyers des terrains).

⁴ L'EBE des ménages purs, qui correspond pour l'essentiel à des services de logement que se rendent les ménages propriétaires à eux-mêmes (loyers imputés), suit quant à lui une tendance plutôt haussière depuis 2000.

⁵ Par exemple, les salaires reçus par les ménages nets des cotisations salariés, ou les salaires et l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels regroupés dans un agrégat « revenus d'activité », etc.



et Poncet (2004) et dans Bardaji *et al.* (2014), peut se justifier si l'on considère que les travailleurs indépendants (par exemple des exploitants agricoles) sont particulièrement contraints financièrement avec une capacité d'épargne fortement limitée.

Une propension marginale à consommer les revenus financiers nets et les baisses de prélèvements obligatoires plus faible que pour les autres revenus

Avec une équation ainsi spécifiée, le graphique 3 montre que la consommation des ménages réagit de manière assez classique à un choc de 1 % sur le RDB réel sans changement de structure : les ménages lissent dans le temps leurs gains de pouvoir d'achat avec une hausse temporaire de leur taux d'épargne. À long terme, la

consommation augmente de 1 % comme le revenu et le taux d'épargne retrouve son niveau d'équilibre.

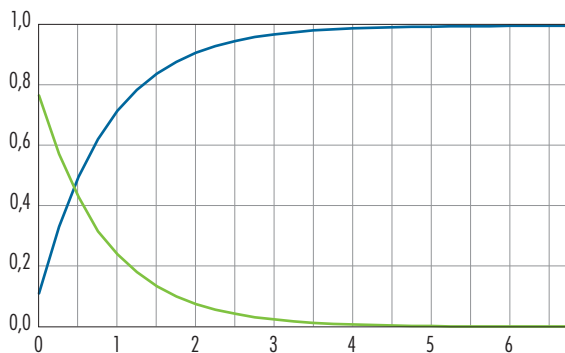
L'équation induit par ailleurs des propensions marginales à consommer différentes selon la source du revenu (revenus salariaux, prestations sociales, dividendes ou baisse de prélèvements obligatoires). Elle prévoit notamment une propension à consommer les revenus financiers quasi nulle ⁶ et une propension à consommer les baisses de prélèvements obligatoires proche de 0,5 : une baisse des prélèvements obligatoires est environ pour moitié consommée et pour moitié épargnée. Les graphiques 3a à 3d montrent ainsi un effet durable à la baisse sur la consommation en proportion du revenu et donc à la hausse sur le taux d'épargne, d'une baisse du poids des prélèvements obligatoires ou d'une hausse du poids des revenus financiers.

G3 Fonctions réponse de l'équation de consommation

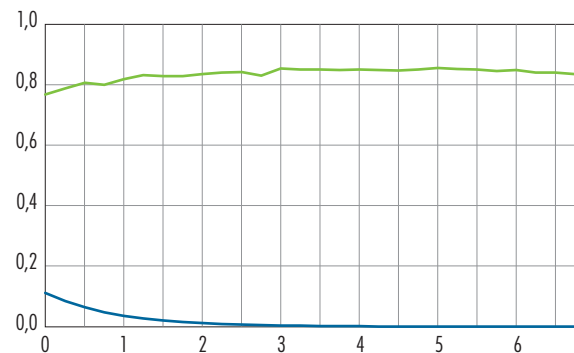
(en % pour la consommation des ménages, en point pour le taux d'épargne)

— Variation en % de la consommation des ménages — Variation en point du taux d'épargne

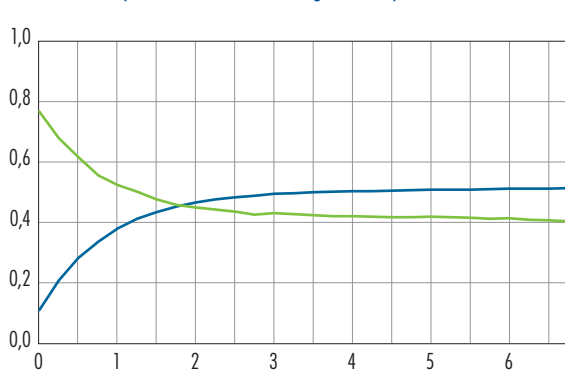
a) Fonctions de réponse suite à un choc positif de 1 point de RDB également réparti



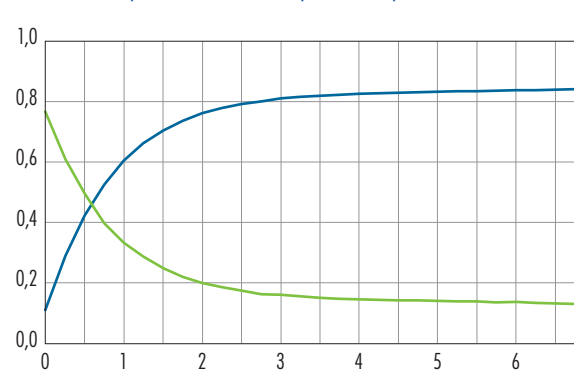
c) Fonctions de réponse suite à un choc positif de 1 point de RDB sur les revenus financiers



b) Fonctions de réponse suite à un choc négatif de 1 point de RDB sur les PO



d) Fonctions de réponse suite à un choc positif de 1 point de RDB sur les salaires



Source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), calculs des hauteurs.

⁶ Les revenus financiers représentent en effet une part plus importante du revenu des ménages aux revenus les plus élevés, dont la propension à consommer est relativement faible (cf. tableau).



Ces raisonnements en moyenne devraient évidemment être affinés selon la nature précise des prélèvements obligatoires (par exemple les prélèvements sur les revenus du capital par opposition aux cotisations sociales des salariés sur les bas salaires), mais on touche ici aux limites de l'approche macroéconomique. Enfin, selon notre approche, la propension à consommer les salaires (0,7) est légèrement inférieure à la propension moyenne laissant le taux d'épargne inchangé (0,85). De ce fait, un choc de 1 point de RDB sur les salaires induit à long terme une hausse moins que proportionnelle de la consommation, et une légère hausse du taux d'épargne (cf. graphique 3 *supra*).

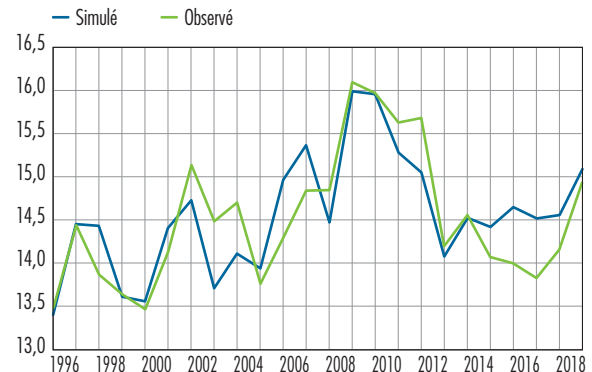
5 En 2013 puis en 2019, les chocs sur les prélèvements obligatoires et les revenus financiers ont contribué à la baisse puis à la hausse du taux d'épargne

Le graphique 4 compare le taux d'épargne simulé avec notre équation et le taux d'épargne observé. La modélisation retenue permet de reproduire assez fidèlement les mouvements du taux d'épargne, en particulier sa baisse en 2013 et sa remontée depuis 2018.

Le graphique 5 montre les contributions dynamiques des différentes variables de notre équation à la variation annuelle en pourcentage de la consommation des ménages. Nous pouvons en tirer quelques enseignements. Tout d'abord, le pouvoir d'achat global est bien

G4 Taux d'épargne des ménages observé et simulé

(en point de revenu disponible brut)



Note : Le taux d'épargne simulé est obtenu à partir d'une simulation dynamique de la consommation des ménages tirée de l'équation présentée en partie 4 *supra*.

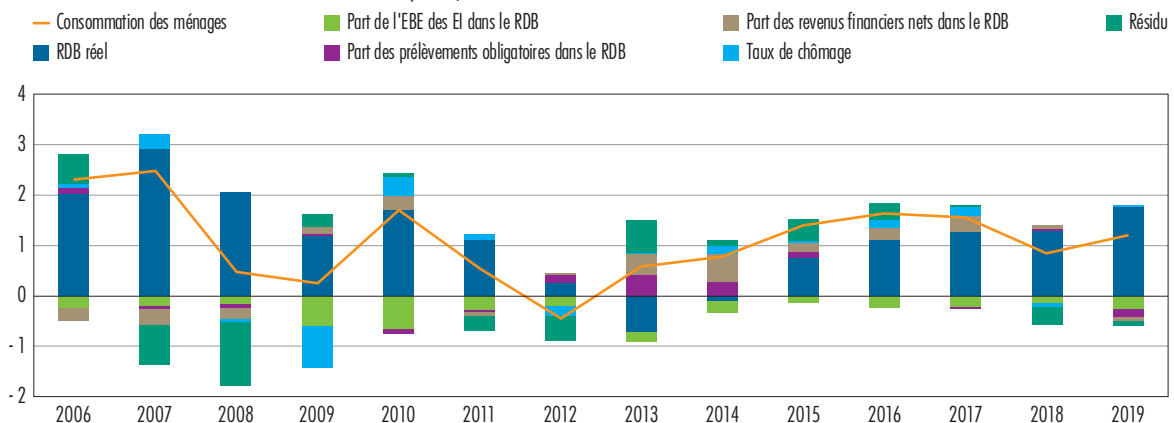
Source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee); calculs des auteurs.

le principal déterminant de la dynamique de la consommation des ménages. Le taux de chômage contribue également de manière plus ponctuelle, via un effet d'épargne de précaution qui apparaît en particulier nettement pendant la crise de 2009.

Les effets de structure du revenu jouent un rôle significatif. Le déclin tendanciel de la part de l'EBE des EI pousse globalement à la hausse le taux d'épargne sur l'ensemble de la période. En 2013-2014, la résistance de la consommation des ménages malgré la faiblesse du pouvoir d'achat, c'est-à-dire la forte baisse du taux d'épargne, est expliquée par les effets de structure.

G5 Contributions dynamiques à la consommation des ménages

(taux de croissance annuel en %; contributions en point)



Note : RDB, revenu disponible brut; EBE, excédent brut d'exploitation; EI, entrepreneurs individuels.

Source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee); calculs des auteurs.



La hausse de la part des prélèvements obligatoires et la baisse des revenus financiers freinent le revenu réel, mais exercent également un impact négatif sur le taux d'épargne. Ceci se traduit par leur contribution positive à la variation de la consommation des ménages compensant en partie la faible progression du pouvoir d'achat. À l'inverse, en 2018 et 2019, l'augmentation de la part des revenus financiers, qui interrompt

un déclin quasi continu depuis 2010, et la baisse du poids des prélèvements obligatoires contribuent à la hausse du taux d'épargne. Selon nos prévisions macro-économiques les plus récentes, les effets de composition du revenu devraient continuer à jouer dans les années qui viennent et, en particulier, la baisse des prélèvements obligatoires exercerait une influence plutôt à la hausse sur le taux d'épargne.



Bibliographie

Accardo (J.), Billot (S.) et Buron (M.-L.) (2017)

« Les revenus, la consommation et l'épargne des ménages par grande catégorie entre 2011 et 2015 », *L'économie française – Comptes et dossiers – Rapport sur les comptes de la nation 2016*, édition 2017, Insee Références, Institut national de la statistique et des études économiques, p. 79-95.

Arrondel (L.), Lamarche (P.) et Savignac (F.) (2015)

« Effets de richesse sur la consommation le long de la distribution : une analyse empirique », *Document de travail*, n° 552, Banque de France (disponible en anglais uniquement), décembre.

[Télécharger le document](#)

Banque de France (2018)

« Projections macroéconomiques – Septembre 2018 », *Prévisions macroéconomiques*, 14 septembre.

[Télécharger le document](#)

Banque de France (2019)

« Projections macroéconomiques – Juin 2019 », *Prévisions macroéconomiques*, 11 juin 2019.

[Télécharger le document](#)

Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) : Bardaji (J.), Campagne (B.), Khder (M.-B.), Laffeter (Q.) et Simon (O.) – Direction générale du Trésor : Dufernez (A.-S.), Elezaar (C.), Leblanc (P.), Masson (E.) et Partouche (H.) (2017)

« Le modèle macroéconométrique Mésange : réestimation et nouveautés », *Document de travail* n° G 2017/04, *Séries des documents de travail de la Direction des Études et Synthèses Économiques*, Insee, mai.

Bardaji (J.), Lequien (M.) et Poissonier (A.) (2014)

« La consommation des ménages français depuis 2009 : rôle du système fiscal-social », *L'économie française – Comptes et dossiers – Rapport sur les comptes de la nation 2013*, édition 2014, Insee Références, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), juin, p. 69-85.

Beatriz (M.), Billot (S.) et Laboureau (T.) (2019)

« Quel lien entre pouvoir d'achat et consommation des ménages en France aujourd'hui ? », dossier de la *Note de conjoncture – Juin 2019*, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), p. 19-37.

Bonnet (X.) et Dubois (E.) (1995)

« Peut-on comprendre la hausse imprévue du taux d'épargne des ménages depuis 1990 ? », *Comportements des ménages*, *Économie & Prévision*, n° 121, 1995-5, p. 39-58.

Bonnet (X.) et Poncet (H.) (2004)

« Structures de revenus et propensions différentes à consommer », *Séries des documents de travail de la Direction des Études et Synthèses Économiques*, n° G 2004/12, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Faure (M.-E.), Kerdrain (C.) et Soual (H.) (2012)

« La consommation des ménages dans la crise », dossier de la *Note de conjoncture – Juin 2012*, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), p. 23-37.

Faubert (V.) et Olivella Moppett (V.) (2015)

« Comment expliquer la hausse du taux d'épargne des ménages français depuis le début de la crise ? », *Rue de la Banque*, n° 9, Banque de France, 1^{er} septembre.

[Télécharger le document](#)

Lemoine (M.), Turunen (H.), Chahad (M.), Lepetit (A.), Zhutova (A.), Aldama (P.), Clerc (P.) et Laffargue (J.-P.) (2019)

« Le modèle FR-BDF et une évaluation des effets de la politique monétaire en France », *Document de travail*, n° 736, Banque de France (disponible en anglais uniquement).

[Télécharger le document](#)

Savignac (F.) (2017)

« Les inégalités de patrimoine ont-elles un effet sur la consommation ? », *Rue de la Banque*, n° 42, Banque de France.

[Télécharger le document](#)



Sicsic (P.) et Villetelle (J.-P.) (1995)

« Du nouveau sur le taux d'épargne des ménages? », *Comportements des ménages, Économie & Prévision*, n° 121, 1995-5, p. 59-64.

Slacalek (J.) (2009)

« *What drives personal consumption? The role of housing and financial wealth* », *The B.E. Journal of Macroeconomics*, vol. 9, n° 1, p. 1-37.

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Caroline Corcy

Directeur de la publication

Gilles Vaysset

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

Rédaction en chef

Françoise Drumetz

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://publications.banque-france.fr/>

Rubrique « Abonnement »

